

**ABDELOUHAB SALAHDDINE**

ENCG, Université Abdelmalek Essaadi,
Tanger, MAROC
salahddine@hotmail.com

**AMINA HACHIMI**

ENCG, Université Abdelmalek Essaadi,
Tanger, MAROC
amina.hachimi@gmail.com

Impact des banques participatives sur le financement des PME : Cas du Maroc

Résumé: La finance participative constitue, ces dernières années, un champ concurrentiel important au niveau du système bancaire des divers pays du monde. Elle représente un nouveau mode de financement reposant sur le partage des pertes et des profits. En 2015, la banque centrale marocaine a mis en vigueur la loi bancaire qui régule le fonctionnement des banques participatives sur le marché financier marocain.

D'après les expériences des pays mettant en place ce modèle de finance, il s'avère que la finance participative permet de répondre aux besoins financiers des acteurs économiques exclus du marché bancaire, ou ceux qui n'apprécient pas les produits et les services offerts par les banques classiques. C'est un enrichissement de l'économie par l'augmentation du taux de bancarisation des citoyens et la croissance des projets des entreprises plus spécialement celles de petite et moyenne dimension (PME) qui trouvent des entraves à l'accès au financement par les banques conventionnelles.

Mots-clés : PME , Banque participative , Financement , partage des profits et des pertes- Maroc.

Abstract : Participatory finance weighs, in recent years, a large percentage of the banking system in the various countries of the world. It represents a new mode of funding based on the prohibition of Riba (Wear) and the sharing of losses and profits. In 2015, the Moroccan central bank enacted the Banking Act, which regulates the operation of participatory banks on the Moroccan financial market.

Based on the experiences of several countries implementing this financing model, it turns out that participatory finance, which is based on Islamic reference allows meeting the financial needs of economic operators excluded from the banking market, or those who don't appreciate the products and services offered by conventional banks. This is an enrichment of the economy by increasing the banking rate citizens and growth projects companies especially the small and medium sized ones (SMEs) facing barriers to access to funding by banks conventional.

Keys words: SME , Participatory Banking , Funding , Sharing of profits and losses , Morocco.

INTRODUCTION

Le développement de l'économie du Maroc se base majoritairement sur le rendement des petites et moyennes entreprises, puisque celles-ci représentent 95% du tissu économique marocain selon les statistiques de la confédération de la PME. Elles sont souvent considérées comme un des facteurs indispensables à la croissance économique et à la promotion de l'emploi et au partage des richesses. Certes, elles nécessitent des fonds pour lancer leur activité et pour l'améliorer.

Toutefois, les moyens de financement de ces PME sont limités, elles souffrent des complications financières provenant du manque des fonds propres et des risques qui les accompagnent pendant leur développement. En effet, les PME sont éprouvées par leur asymétrie informationnelle entre leurs dirigeants et l'établissement de financement ce qui explique le comportement caractérisé d'une pusillanimité des banques classiques envers le financement des entreprises de petite et moyenne dimension (Psyllaki, 1995). De ce fait, les PME cherchent des instruments de financement plus adéquats en termes de gestion de risque et de renforcement de leur liquidité. Et c'est l'un des avantages des banques participatives qui ont comme principe, la prise de participation et le partage des gains et des pertes.

La thématique adoptée pour notre travail relie les deux variables, « La banque participative » et « la PME » et montre les apports de ce mode sur le financement des petites et moyennes entreprises à l'échelle nationale. Elle est originale puisque, d'une part, la finance participative est introduite dans la loi bancaire marocaine récemment, et d'autre part, l'analyse de l'impact de la banque participative sur le financement des PME marocaines n'aurait pas encore été débattue.

Cet article permet la présentation des diverses réflexions théoriques sur les PME, la problématique de leur financement par les banques classiques et sur la finance participative comme étant un nouveau souffle pour le développement des PME et la croissance économique du pays.

Notre contribution vise à répondre à la question principale suivante : Quel est l'impact des banques participatives sur le financement des PME?

Trois interrogations semblent primordiales pour répondre à cette problématique :

- Quelles sont les particularités des PME ?
- Les banques conventionnelles répondent-elles parfaitement aux demandes de financement des PME ?
- Les banques participatives spécifient-elles des produits bancaires correspondants aux activités des PME ?

Ce billet apporte des éléments de réponse aux questionnements de recherche à travers une revue de la littérature consacrée à l'étude de la relation banque classique/PME et les dispositifs d'amélioration de cette relation et du financement des PME, ainsi que les fondements de la finance participative et ses produits alternatifs.

Cette contribution est organisée de la façon suivante ; une première section portera sur les spécificités de la PME et leurs contraintes de développement. Ensuite, dans une deuxième section, nous analyserons le vif du sujet du financement des PME en présentant les complications de ces entreprises à obtenir les ressources financières nécessaires à leur activité et en exposant les différents mécanismes d'amélioration de la relation banque conventionnelle/PME. Enfin, nous introduirons la banque participative comme étant un intermédiaire financier alternatif des PME.

1 Le financement des PME par les banques conventionnelles au Maroc

Quoique les PME soient considérées le piédestal de la croissance de l'économie de chaque pays, elles trouvent des limites et des difficultés d'accès aux crédits bancaires, contrairement aux grandes entreprises, qui restreignent leur développement et la consolidation de ses profits.

1.1 La PME : une entreprise spécifique et contraignable

La définition de la PME n'est pas absolue, elle diverge selon son champ d'activité et d'application. D'après Aston (1970), la différence de la PME par rapport aux autres types d'entreprise réside dans sa taille. Mais, en 1988, Julien et Marchesnay ont remis en cause le fait d'identifier la PME selon des critères quantitatifs seulement, et ont précisé qu'elle est spécifique aussi par ses caractéristiques environnementales, stratégiques et organisationnelles. Dans ce sens, Julien (1996) a proposé un modèle factuel donnant six caractéristiques « concrètes » de la PME, qui sont flexibles¹:

- La petite taille identifiée par une distance hiérarchique moindre, des relations de travail informelles.
- La centralisation des décisions du propriétaire-dirigeant, c'est-à-dire, les choix stratégiques de la PME dépendent du profil psychologique du propriétaire-dirigeant.
- Une faible spécialisation au niveau de la direction, des employés et équipements.
- Une stratégie sensible et peu formalisée : les politiques adoptées au sein de l'entreprise par le consentement du dirigeant, ne sont pas essentiellement formalisées par écrit.
- Des systèmes d'information peu complexes et moins organisés : la communication orale est plus favorable au sein des PME que celle écrite.

Or, selon le courant de la dénaturation de la PME, ces caractéristiques sont hétéroclites pour chaque PME, et elle peut même fonctionner comme une grande entreprise. Cette idée de divergence entre ces entreprises est expliquée par leur appartenance à des mondes de production différents (Salais et Storper, 1993).

Par ailleurs, les caractéristiques de la PME étalées par Julien (1996) constituent chacune une forme de proximité explicitée par Torrès (2005), qui a déduit² que cette proximité est un facteur de réduction de l'incertitude par le renforcement des relations interpersonnelles au sein de l'entreprise ce qui accroît la circulation de l'information, ainsi

¹ Le courant de la synthèse entre la spécificité et la diversité de la PME. (Olivier Torres).

² Selon une étude menée par Olivier TORRES sur 240 PME françaises (2005).

qu'elle est un facteur de performance puisque la proximité joue un rôle de garantie et de confiance.

Généralement, la PME est reconnue par la fragilité de sa situation économique et par les sérieuses entraves rencontrées depuis sa création. Ces difficultés sont d'ordre administratif par la complexité des formalités administratives et fiscales, d'ordre managérial par la centralisation des décisions du propriétaire-dirigeant et l'indulgence des méthodes de management modernes et fiables, voire d'ordre financier par les contraintes des PME d'accès au financement bancaire. Ce dernier point est démontré par la difficulté des banques conventionnelles à évaluer la qualité des PME due au phénomène de l'asymétrie d'information ce qui justifie l'effet du rationnement bancaire.

1.2 Le financement des PME par les banques conventionnelles au Maroc

Maintes sont les théories qui traitent le financement des PME. D'abord, celle du financement hiérarchique par Myers et Majluf (1984), qui stipule que les dirigeants de la PME préfèrent financer leur activité par les sources internes, mais lorsque ses besoins dépassent les capacités internes, ils s'adressent aux institutions financières classiques puis à l'émission des actions. D'ailleurs, une entreprise ayant un degré d'endettement élevé est considérée fiable en matière d'information et entreprend des projets d'investissement rentables, d'après la théorie du signal (Ross, 1977). De ce fait, la PME trouve un avantage prépondérant dans le financement de ses projets par la banque du fait que ce mode de financement contribue à la création de l'information sur sa solvabilité. Et par conséquent, l'entreprise obtient un capital-réputation intéressant lui permettant d'accéder facilement au marché financier (Ang, 1991 ; 1992).

En outre, la théorie d'agence établie par Jensen et Meckling (1976) précise que le manque de transparence des informations partagées entre la banque et la PME induit l'apparition des conflits d'intérêt entre ces deux parties. En effet, les banques accordent des financements aux PME dans le cas où leur capacité de remboursement est élevée et leur risque est faible³. Donc, l'asymétrie informationnelle accroît le coût des crédits des PME, et augmente le risque d'insolvabilité⁴ puisque, dans ce cas, la banque exige un taux d'intérêt élevé pour l'emprunteur. C'est ainsi, que nous déduisons que la relation banque-PME est une relation d'agence caractérisée par une divergence d'intérêt, un problème d'opportunisme et une forte asymétrie d'information.

Et par conséquence, la détermination de la qualité de la PME par la banque conventionnelle est plus délicate en raison de l'opacité des PME, dans ce sens, la banque atteste que le financement des PME est plus dangereux que celui des grandes entreprises, ce qu'affirme la Centrale des Bilans de la Banque de France (1988) en révélant que le risque de défaillance décroît avec la taille de l'entreprise.

³ Gasse et d'Amours (2000)

⁴ Sobreira R., 1998, « Credit Rationing and Banking Firm Behavior », Rio de Janeiro, Candido Mendes University, Discussion Paper #8.

Cette asymétrie couvre deux types de situation ; une sélection adverse (Stiglitz et Weiss, 1981) qui apparaît lorsque la banque se trouve dans l'impossibilité de distinguer les «bons» projets de ceux qui sont risqués, dans ce cas, les PME sont confrontées à un rationnement de crédit sur la base du niveau de risque de leur projet ; et un aléa moral qui se présente lors d'un détournement de comportement du dirigeant de la PME vis-à-vis du projet d'investissement à financer par la banque (Williamson, 1986).

Dans ce sens, la littérature s'est focalisée, pour encourager le financement des PME, sur la diminution du risque de l'asymétrie informationnelle présent dans la relation banque-PME, et a proposé des mécanismes appliqués par les banques, à savoir l'exigence des garanties élevées (Williamson, 1983), ce qui a été remis en cause par Stiglitz et Weiss (1981) en justifiant que cette exigence peut inciter le dirigeant de la PME à entreprendre des projets plus risqués pour compenser le coût d'opportunité de l'obtention des actifs de l'entreprise. De plus, la durée de la relation de la banque avec son emprunteur lui permet d'obtenir un bagage informationnel important ce qui réduit les coûts de surveillance de la banque liés à l'activité de crédit et améliore la qualité de son portefeuille en éliminant graduellement les entreprises à risque.

Alors, les PME bénéficient d'un véritable capital-réputation et une facilité d'accès aux crédits aux meilleures conditions (Diamond, 1989). C'est ce qui a été confirmé par plusieurs études empiriques, puisqu'il existe un lien négatif entre les relations de clientèle et le coût du crédit. En outre, l'amélioration de la formation et la personnalité du dirigeant-propriétaire implique sa capacité à convaincre la banque et pouvoir analyser les différents états de synthèse de son entreprise dans le but d'émettre les informations demandées par la banque pour l'évaluation de son niveau de risque.

En revanche, les banques introduisent des clauses strictes dans les contrats de financement des PME, pour minimiser les risques et les comportements opportunistes, sur le niveau d'endettement, l'utilisation de financement, l'émission de rapport financier périodique, etc. En effet, ces clauses contractuelles excessives engagent la surveillance de l'emprunteur et l'exploitation efficace de l'information obtenue par la banque, mais, elles incitent le dirigeant de la PME d'expérimenter des stratégies opposées à celles de la banque.

Nonobstant l'existence de ces différents mécanismes d'amélioration de la relation banque-PME, le problème de financement subsiste toujours pour les PME en phase de démarrage ou de croissance puisque celles-ci ne disposent pas d'un historique attrayant pour les banques classiques et représente un risque important pour ces institutions financières. Sur le plan marocain, les statistiques de 2015 ont prélevé que le taux de faillite des PME accroît chaque année de plus de 15%, à cause de retardements des délais de paiement, et de la pénurie du financement bancaire des PME due aux différentes contraintes qui déstabilisent le processus d'octroi du crédit bancaire qui se traduisent par des insuffisances des moyens d'évaluation du risque et d'une forte incapacité à créer une information partageable et transparente de la part des PME.⁵

⁵ BAfD, OCDE, PNUD, 2015, Rapport « Perspectives économiques en Afrique », Maroc.

C'est ainsi que la situation économique et financière des PME au Maroc les incitent à chercher et envisager un autre mode de financement qu'est : la banque participative.

2 Le financement des PME par les banques participatives

2.1 Fonctionnement de la banque participative : Prescriptions et interdictions

La crise mondiale de 2007, victime des échecs des autorités de régulation et du laxisme des agents économiques envers les dettes octroyées, a engendré un bouleversement du système financier mondial ce qui a poussé certains pays à opter pour la finance islamique ou participative qui se différencie des pratiques financières usuelles par la vision distincte de la valeur du capital et de l'activité.

La finance participative est définie comme étant un ensemble de dispositions permettant d'exercer une activité bancaire exclue de l'usure (Ahmed, 2011)⁶. Elle est construite sur la base de la Sharia qui régule les pratiques quotidiennes des musulmans. Elle constitue un système financier indépendant issu du VII^{ème} siècle, qui est fondé sur des règles de la pratique de la finance chez les musulmans.

Elle est qualifiée de « participative » car l'investisseur confie ses fonds à un entrepreneur, d'une part, en partageant les bénéfices suivant un prorata déterminé au préalable, et d'autre part, d'assumer les pertes conjointement. Il s'agit du célèbre principe de « Al ghum bil ghum »⁷.

En effet, la banque participative s'assoit sur des principes de base⁸ conçus de la loi islamique permettant de réguler son fonctionnement et sa relation avec la clientèle contrôlés par la Sharia Board, formulés comme suit :

- *Interdiction du prêt à intérêt (Ribâ)* : A partir de ce principe, la Sharia prohibe le Riba (correspondant à l'usure⁹ et au taux d'intérêt) dans la mesure où il constitue une récompense liée au passage du temps. Selon la doctrine économique islamique¹⁰, la monnaie ne peut aucun cas être échangée contre une monnaie future sans la prise du risque, puisqu'elle improductive.

En outre, l'interdiction du taux d'intérêt conventionnel ex-ante permet l'amélioration de la justice sociale et l'efficacité économique (El-Gamal, 2006 ¹¹et Berg et Kim, 2014¹²).

⁶ Ahmed, H. (2011). "Product development in Islamic banks". Edinburgh University Press., p : 272

⁷ « No risk, no return », le profit est justifié par le risque.

⁸ Caporale, G. M., & Helmi, M. H., (2016). "Islamic Banking, Credit and Economic Growth: Some Empirical Evidence", DIW Berlin, p: 31.

⁹ Taux d'intérêt abusif

¹⁰ Allard, P., Benchabane, D., (2010), « La finance islamique : modèle alternatif, postiche ou pastiche ? », Revue française d'économie 4 (Volume XXV), p : 11-38

¹¹ El-Gamal, M.A. (2006), "Islamic finance: Law, economics, and practice", Cambridge University Press, New York, p:213

¹² Berg, N. & Kim, J. (2014) "Prohibition of Riba and Gharar: A signaling and screening explanation?", Journal of Economic Behavior & Organization, 103, S146-S159.

- *Interdiction des activités illicites* : Le financement par les banques participatives est porté sur les activités légales du point de vue de la religion, et qui n'affecte négativement sur la société, à titre d'exemple, la commercialisation de l'alcool (Kammer et al., 2015).¹³
- *Interdiction du risque excessif (Gharar)*¹⁴ et de la spéculation (Maysir) : Le Gharar est toute transaction risquée dont les caractéristiques de l'objet mis en vente sont inconnues ou douteuses (Saati, 2003)¹⁵. Ainsi, le Maysir correspond au jeu du hasard, c'est une forme d'arrangement entre deux contractants dépendant d'un événement improbable. Dans ce sens, la banque participative opère dans les projets caractérisés par leur transparence et par la visibilité de leurs caractéristiques.
- *Adossement à des actifs réels et échangeables* : Il s'agit du principe d'*Asset-backing*. Les transactions financières des banques islamiques se réalisent sur la base des actifs tangibles et identifiables dans le but de synchroniser entre l'économie réelle et la sphère monétaire.¹⁶
- *Partage des pertes et des profits (3P)* : C'est le principe crucial qui distingue la banque conventionnelle de la banque participative. Dans ce sens, le taux d'intérêt ex-ante conventionnel est remplacé par le taux de partage du risque ex-post (Chong and Liu, 2009)¹⁷.
Dans ce cadre, la banque participative est non seulement un bailleur de fonds pour le demandeur mais aussi un véritable partenaire dans la réalisation et le développement des projets financés. Cela confirme sa différence par rapport à la banque classique.¹⁸

En effet, l'élimination de Riba et Gharar dans les transactions financières peut réduire les pertes potentielles de l'aléa moral et l'absence des marchés d'assurance efficaces pour certains types de risques.¹⁹

D'ailleurs, ces principes encouragent les banques participatives à investir dans les projets des entreprises de faible dimension, et par conséquent, stimuler la croissance économique (Iqbal et Mirakhor, 2013)²⁰. Dans le cas d'un pays comme le Maroc, la mise en place des banques participatives dans le système financier vise à créer une

¹³ Kammer, M.A., Norat, M.M., Pinon, M.M., Prasad, A., Towe, M.C.M. & Zeidane, M.Z, (2015), "Islamic finance: opportunities, challenges, and policy options", IMF Staff Papers 15(5), p: 1-38

¹⁴ El-Gamal, M. A., (2001), "An economic explication of the prohibition of gharar in classical Islamic jurisprudence", Islamic Economic Studies, 8(2), 29-58.

¹⁵ Saati, A. R., (2003), "The permissible gharar (risk) in classical Islamic jurisprudence", Journal of KAU Islamic Economy, 16(2), p: 3-19

¹⁶ Daly, S., Frikha, M. (2014). "Islamic Finance: Basic Principles and Contributions in Financing Economic". Journal of the Knowledge Economy, 1-17.

¹⁷ Chong, B.S., Liu, M. (2009) "Islamic banking: interest-free or interest-based?", Pacific Basin Finance Journal, 17(1), p: 125-144.

¹⁸ Causse-Broquet G., (2009), « La Finance Islamique », Revue Banque Edition, coll. Marché / Finance, p : 215.

¹⁹ Abedifar, P., Molyneux, P., Tarazi, A., (2013), «Risk in Islamic banking», Review of Finance, 17(6), p: 2035-2096.

²⁰ Iqbal, Z., & Mirakhor, A., (2013), "Economic Development and Islamic Finance". World Bank Publications, p: 348.

concurrence vis-à-vis des banques conventionnelles et pallier au problème du financement des PME.

2.2 Le financement des PME par les banques participatives

Les PME souffrent éventuellement des conditions rigides d'accès aux crédits offerts dans le cadre des banques conventionnelles, alors que les banques participatives essaient d'alléger ses conditions en faveur de ces entreprises par une facilité de garanties au profit de la réputation de l'entrepreneur, une possibilité du rééchelonnement du délai de remboursement des prêts octroyés, un accompagnement et appui-conseil dans la gestion et la réalisation de l'investissement et une étude rigoureuse de faisabilité des projets.²¹

En fait, ce qui différencie véritablement entre les deux modes de financement est le principe du partage des pertes et des profits. La banque participative intervient dans l'octroi des fonds propres plus en tant que partenaire que bailleur de fond mettant à l'abri la faiblesse de la liquidité et de gestion des PME. En effet, Sarmet²² a souligné que la consolidation des structures financières des PME suppose la création d' « une communauté d'intérêt » selon laquelle les bailleurs de fonds assument le risque avec l'entreprise.

Par ailleurs, la banque participative permet aux PME de diversifier leurs sources de financement du cycle d'exploitation et de l'investissement. En effet, elle peut leur accorder de la liquidité en mode continu, dit à court-moyen-long terme.

La PME peut recourir aux financements structurés conformes Sharia Compliant pour répondre aux divers besoins de financement : financement court terme, financement immobilier en leasing et financement de projets. Dans ce sens, et selon Mohammed PATEL²³, les instruments de la banque participative sont basés essentiellement sur les actifs et non pas le commerce de dette, c'est-à-dire sur les deux fondements l'Asset-Backing et le partage des risques.

La banque participative offre également aux PME des produits financiers convenables pour chaque situation vécue tout au long de leur cycle de vie. Ces produits sont adaptés aux besoins spécifiques de ce type de structures entrepreneuriales, dans le but de contrecarrer les mauvaises gestions qui dérèglent le système financier.

La banque participative fournit des outils financiers diversifiés et basés sur la coopération dans la mise en œuvre des projets d'investissement, ce qui ancre l'esprit collaboratif de ces institutions pour atteindre un objectif commun préfixé. Ces outils sont répartis entre deux catégories :

- Les instruments participatifs basés sur le partage des risques :

Ils se fondent sur le principe de la prise en charge conjointe des pertes et des profits et prennent en considération la réputation et la régularité de l'emprunteur, la relation de confiance entre banque-client et la rentabilité du projet d'investissement. Ils s'agissent

²¹ « La finance islamique gagne du terrain auprès des PME » – Journal LES ÉCO PME - 29 MAI 2014 –p : 22

²² SARMET, M. (1991), « Les financements en partenariat public/privé », Revue Banque, n° 517, juin, p. 599-604.

²³ Président du Charia Board du Groupe 570 caractérisé par Validation d'un Sukuk PME structuré

des produits de la Moucharaka et la Moudaraba. La mise en exergue de ces instruments nécessite une étude exhaustive du projet, des emprunteurs et de leur environnement.

- Les instruments de dette basés sur le transfert d'actif : ²⁴

Ils se présentent comme étant des outils d'échange qui permettent le transfert des actifs entre les deux parties en avisant un partage et distribution du risque spécifique. Ils diffèrent les uns des autres par la typologie du projet à financer, nous pouvons citer, la Mourabaha, l'Ijara, l'Istisnâa, Salam (vente à terme), et aussi Quard Hassan.²⁵

En outre, les Sukuk sont également des produits financiers offerts par les institutions financières islamiques, elles se définissent comme étant des obligations conformes aux principes de la Sharia et permettent aux entreprises et aux émetteurs souverains de bénéficier à leur guise des financements correspondants à leurs besoins.

Par ailleurs, il existe d'autres instruments financiers fondés par la finance participative, il s'agit du système Takaful qui est une forme d'assurance et de coopération mutuelle basée sur les normes et règles de la Sharia.

En effet, les banques participatives décident de financer une PME en analysant principalement trois éléments:

- Le projet d'investissement : ses finalités, ses caractéristiques, et la démarche de sa mise en œuvre.
- La rentabilité du projet : le gain attendu et les conclusions de l'analyse financière réalisée.
- Le niveau risque à supporter collectivement par les différentes parties.

Néanmoins, les PME marocaines ont une structure qui laisse beaucoup à désirer en matière de gestion et de financement de l'activité²⁶. De ce fait, l'institution financière participative pourrait apporter le soutien financier, structurel et managérial au profit de ces entreprises.

Conclusion

Après avoir analysé les différents aspects théoriques traitant le financement des PME par les banques conventionnelles, il a été clairement présenté que l'asymétrie d'information pèse d'une manière décisive dans la relation de financement des projets d'investissement des PME. C'est ainsi que nous pouvons déduire que les PME sont privées de l'accès au marché bancaire classique non seulement à cause du manque d'outils, de stratégies, et d'accompagnement mais aussi de leur incapacité à la production de l'information nécessaire à l'évaluation des demandes de crédits de la part des banques classiques.

²⁴ Rapport du CDVM, « La finance islamique : Octobre 2011 », p : 12-24

²⁵ Halsââ B., « Le financement de la PME en finance islamique », Ribh Finance, p : 4-7, 2008

²⁶ Bentaleb C., Louitri A., (2011) « La construction de la croissance des PME au Maroc. », Management & Avenir (n° 43), p : 77-81

De ce fait, les PME marocaines cherchent sans cesse d'autres moyens de financement qui leur permettent de rassasier pleinement leurs besoins spécifiques de liquidités.

Certes, les banques participatives peuvent être considérées comme une option crédible pour le financement des PME nationales, car elles sont des intermédiaires financiers qui génèrent des modes de financement hybrides entre le prêt et l'investissement et cherchent à consolider non seulement le capital mais aussi son rendement.

Au terme de ce travail qui synthétise les différentes réflexions théoriques sur le sujet du financement des PME et sur les banques participatives, et d'après une analyse²⁷ des expériences des pays du CCG, Royaume Uni, Turquie et de la Malaisie dans le domaine de la finance islamique, nous déduisons des enseignements pour le cas du Maroc. En effet, ce dernier a promulgué une loi bancaire réglementant la mise en place de ces banques dans le système bancaire marocain en vue d'augmenter le taux de bancarisation des citoyens et le financement des activités économiques et d'attirer davantage des capitaux étrangers. A partir des expériences internationales, le Maroc est censé d'avancer des réformes visant à améliorer l'infrastructure juridique et la supervision financière, aussi à permettre aux banques participatives de prendre en considération les contraintes de l'infrastructure financière et adapter les produits et services offerts par les banques participatives aux besoins réels des PME (des fonds nécessaires à leur accroissement, gestion des risques du marché et leur soutien technique).

A ce niveau, la mise en place d'un Sharia Board Central au Maroc sera un avantage considérable pour le secteur bancaire participatif. Il a pour objectif de déterminer d'une manière détaillée les produits bancaires islamiques commercialisés au niveau des banques participatives, les directives concernant les états financiers et la capitalisation de ces institutions financières et enfin un encadrement invincible de la gestion du risque et de la bonne gouvernance de ces banques en prenant en compte les exigences bancaires actuelles.

En outre, puisque l'activité des banques participatives se base sur l'investissement dans les actifs, il est fortement conseillé de rendre les règles fiscales plus souples et faciles à appliquer. Autrement dit, les banques participatives au Maroc ne doivent pas être imposées doublement lors de l'achat et la vente de tout actif.

D'une manière générale, le financement par la banque participative est un avantage concurrentiel substantiel pour les PME, puisque celles-ci manquent souvent, pendant la phase de création, de compétences et de fonds nécessaires pour son développement. Donc, la banque participative ne peut être qu'un support solide et un pilier incontournable pour la coopération et le partage des responsabilités entre les bailleurs de fonds, la banque et les PME dans la réalisation des projets d'investissement et d'exploitation. Egalement, elle constitue une forme de gestion privée et collective permettant de bénéficier des analyses fructifiées et des examens de faisabilité sur les projets présentés aux normes sollicitées.

²⁷ A.HACHIMI, (2015), « Le financement des PME par les banques participatives : Portées et limites - Expériences mondiales - », Mémoire de fin d'études, ENCGT, p : 116.

Sans pour autant négliger le fait que les PME, à leur tour, sont dans l'obligation d'adapter leur système de management aux exigences de la banque et de mettre à sa disposition des états financiers certifiés et audités sur lesquels les banques participatives peuvent s'appuyer pour évaluer leur solidité financière et leur capacité de remboursement.

En revanche, les banques participatives affrontent des défis qui concernent les risques à encourir, la sécurité dans le placement des fonds, sans perdre leur dimension éthique et solidaire orientée vers la concrétisation des projets innovants, par conséquent, le développement du secteur des PME et ainsi la création des emplois et la croissance de l'économie.

RÉFÉRENCES

Abedifar, P., Molyneux, P., Tarazi, A., 2013, «Risk in Islamic banking», *Review of Finance*, 17(6), p: 2035-2096.

Ahmed, H. 2011. "Product Development in Islamic Banks". Edinburgh University Press., p: 272

Alioui F. Z., Guelglil, Badraoui S., 2015, « La Finance Islamique, Des Fondements Au Système » - *Management Intercultural*, N°1(33).

Allard, P., Benchabane, D., 2010, « La finance islamique : modèle alternatif, pastiche ou pastiche ? », *Revue française d'économie* 4 (Volume XXV) , p : 11-38

BAfD, OCDE, PNUD, 2015, Rapport « Perspectives économiques en Afrique », Maroc.

Baquero L., Flamand F. X. et Barriere F., 2014, « La Malaisie, Hub Mondial de la Finance islamique », ambassade de France en Malaisie – Service économique.

Beck, T., & Demirguc-Kunt, A., 2006. Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraint. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), p : 2931-2943.

Belletanten B., Levratto N., Paranke B., 2001, « Diversité économique et modes de financement des PME », *Entreprise et Humanisme*– n°249, p : 13-23.

Bentaleb C., Louitri A., 2011, « La construction de la croissance des PME au Maroc. », *Management & Avenir* (n° 43), p : 77-81

Benzha H., 2008, « Le financement de la PME en finance islamique », *Ribh Finance*.

Berg, N. & Kim, J., 2014, "Prohibition of Riba and Gharar: A signaling and screening explanation?", *Journal of Economic Behavior & Organization*, 103, p : 146-159.

Bouët A. et Gouaux D., 1999, « La politique commerciale et asymétrie d'information: une explication alternative des restrictions », *Revue Economique*, vol. 50, no. 2, p : 211-231

Caporale, G. M., & Helmi, M. H., 2016, "Islamic banking, credit and economic growth: some empirical evidence", DIW Berlin, p: 31.

Causse-Broquet G., 2009, « La Finance Islamique », Revue Banque Edition, coll. Marché / Finance, p : 215.

CDVM, 2011, « Le financement des PME au Maroc », Rapport d'activité du CDVM.

Centre du commerce international, 2009, « Le système bancaire islamique, guide à l'intention des petites et moyennes entreprises », rapport, p : 124

Charreaux, G. et al. 1987, « De nouvelles théories pour gérer l'entreprise ». Economica

Chatti M. A, 2010, « Analyse comparative entre la finance islamique et le capital-risque », Etudes en économie islamique, vol.4, no.1.

Cherif M., 1999, « Asymétrie d'information et financement des pme innovantes par le capital-risque », Revue d'économie financière, no. 54, pp. 163-178.

Chong, B.S., Liu, M. 2009, "Islamic banking: interest-free or interest-based?", Pacific Basin Finance Journal, 17(1), p: 125-144.

Daly, S., Frikha, M., 2014, "Islamic finance: basic principles and contributions in financing economic", Journal of the Knowledge Economy, 1-17.

Delfolie D., 2013, « Le développement de la finance islamique en Malaisie : l'histoire d'un volontarisme d'État », Revue de la régulation.

Dufour D. et Molay É., 2010, « La structure financière des PME françaises : une analyse sectorielle sur données de panel », XXXIe Congrès de l'Association francophone de comptabilité : Crises et nouvelles problématiques de la valeur, Nice, p. 1-18.

Eber, N. 1998, « Participations bancaires dans le capital des PME et cycles réels. Un modèle théorique », Revue économique, vol. 49, no. 3, pp. 699-708.

El-Gamal, M. A., 2001, "An economic explication of the prohibition of Gharar in classical Islamic jurisprudence", Islamic Economic Studies, 8(2), p : 29-58.

El-Gamal, M.A., 2006, "Islamic finance: Law, economics, and practice", Cambridge University Press, New York, p: 213

Gait A. H. and Worthington A. C., 2007, « A primer on Islamic finance: definitions, sources, principles and methods » , School of Accounting & Finance, University of Wollongong, Working Paper 5.

Gasse, Y. et D'Amours, A., 2000, « Profession : Entrepreneur, Avez-vous le profil de l'emploi? » Montréal : Les Éditions Transcontinental inc. Et la Fondation de l'Entrepreneurship.

Gelinas R., Halley A., Jacob R. et Drolet J., 1996, « Les caractéristiques et les spécificités de la PME: favorables ou défavorables au juste-à-temps », Revue Internationale PME, vol.9, N°2, p. 81-101.

HACHIMI A., 2015, « Le financement des PME par les banques participatives : Portées et limites - Expériences mondiales - », Mémoire de fin d'études, ENCGT, p : 116.

Halsaâ B., 2008, « Le financement de la pme en finance islamique », Ribh Finance, p : 4-7

Herbert S, 2009, « Guide de la finance islamique », LLP, p : 34

Imam P. et Kpodar K., 2015, « Finance islamique et croissance économique : une analyse empirique », Revue d'économie du développement/1, Vol.23

Iqbal, Z. et Mirakhor, A. 2007, « An introduction to Islamic finance –theory and practice », Singapore: John Wiley & Sons (Asia).

Iqbal, Z., & Mirakhor, A., 2013, "Economic development and Islamic finance". World Bank Publications, p: 348.

Julien, P.A. 1996, « New technologies and technological information in small business », Journal of Business Venturing, vol. 10, n° 6, p. 475.

Jullien H. et Paraque B., 1995, « Financement des entreprises et évolution du système financier », Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise, Volume 8, numéro 3-4, p. 43-66.

Kammer, M.A., et al, 2015, "Islamic finance: opportunities, challenges, and policy options", IMF Staff Papers 15(5), p: 1-38

Lefilleur J., 2008, « Comment améliorer l'accès au financement pour les PME d'Afrique subsaharienne ? », Afrique contemporaine 3/ (n° 227), p. 192

Levratto N., 1990, « Le financement des PME par les banques : contraintes des firmes et limites », Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise, vol. 3, n° 2, p. 213.

Marchesnay M., 1991, « La PME : une gestion spécifique », Revue d'Économie rurale. N°206.

Martens, A., 2001, « La finance islamique : Fondements, théorie et réalité », centre de recherche et développement en économie (CRDE) et département des sciences économiques, Université Montréal, 2001.

Mourji F., 2001, « Evaluation du secteur des petites et moyennes entreprises au Maroc dans le cadre du programme empretec Maroc», Etude effectuée pour le Secrétariat de la CNUCED dans le cadre du Programme Méditerranée 2000.

Mzid W., 2009, « La finance islamique : principes fondamentaux et apports potentiels dans le financement de la croissance et du développement », Article dans *Economic Agendas of Islamic Actors*.

Nakamura J. L., 1999, « la relation banque – pme », *Revue d'économie financière*, Volume 54, N°4, pp. 39-58.

OCDE, 2004), « Chapitre 1 : Caractéristiques et importance des PME », *Revue de l'OCDE sur le développement*, Vol.2, no 5.

Patel A., 2013, « Financement des PME : une place pour les sukuks participatifs ? » thèse professionnelle, Paris 1 Sorbonne Université (labo PRISM)

Ross S.A., 1977, « Informational Asymmetries, Financial Structure, and Financial Intermediation: Discussion », *The Journal of Finance*, Vol. 32, No. 2, pp. 412-415.

Saati, A. R., 2003, "The permissible Gharar (risk) in classical Islamic jurisprudence", *Journal of KAU Islamic*

Saidane D., 2010, « La finance islamique à l'heure de la mondialisation », RB édition.

Sarmet, M., 1991, « Les financements en partenariat public/privé », *Revue Banque*, n° 517, juin, p. 599-604.

Siddiqi M. N., 1998, « Islamic Banking: Principles, Precepts and Prospects », *Journal of King Abdulaziz University: Islamic Economics*, Vol. 10, p. 43-60.

Simkins B. J. & Rogers D. A., 2006, « Asymmetric information and credit quality: Evidence from synthetic fixed-rate financing », *The journal of futures markets* - Vol. 26.2006, 6, p. 595-626.

Stiglitz J.E. et Weiss A., 1981, « Credit rationing in markets with imperfect information », *The American Economic Review*, vol. 71, Issue 3, pp. 393-410.

St-pierre, J., 2000, « La gestion financière des PME : théories et pratiques ». Presses de l'Université du Québec, p.322

Torres O., 1997, « Pour une approche contingente de la spécificité de la PME », *Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la PME*, vol. 10, n° 2, p. 9-43.

Trabelsi A., 2006, « les déterminants de la structure du capital et les particularités du financement dans les PME : Une étude sur données françaises », Université Paris IX Dauphine Edogest, thèse, 332 pages.

Vassille Laurent., 1982, « Les PME : fragilité financière, forte rentabilité », *Revue d'Economie et statistique*, N°148.

Williamson S.D., 1986, « Costly monitoring, financial intermediation and equilibrium credit rationing », *Journal of Monetary Economics*, vol 18, n° 4, pp.158-179.